



Démocratie révolutionnaire

Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 317 du 14 janvier 2024

Au sommaire :

- **La décomposition politique de la macronie ouvre la voie à l'extrême droite. La seule réponse, la lutte internationaliste des exploité-es pour changer le monde !** - *Isabelle Ufferte*
- **Bombardements, manœuvres et mensonges diplomatiques, les USA et Israël préparent la prochaine étape de leur guerre au Moyen-Orient** - *Yvan Lemaitre*

La décomposition politique de la macronie ouvre la voie à l'extrême droite. La seule réponse, la lutte internationaliste des exploité-es pour changer le monde !

Macron a donc choisi Gabriel Attal pour son entreprise de « réarmement », le jeune loup aux dents longues héraut de l'interdiction de l'abaya, chargé de rivaliser avec le RN à cinq mois des Européennes. Sur les 14 ministres annoncés, 8 sont issus de l'UMP dont, au Travail et à la Santé, Catherine Vautrin, ancienne ministre de Chirac, opposée au mariage pour tous et à la PMA, désormais numéro 3 du gouvernement. Avec aussi, dans ce paquet réactionnaire, la désormais connue Amélie Oudéa-Castéra (Renaissance) à l'Éducation, faisant pour sa première sortie la promotion du lycée privé réactionnaire, homophobe et sexiste de ses enfants.

« *Je ne conçois pas de société sans ordre et sans règles* » expliquait Attal aux côtés de Darmanin qui promettait de « *finir le travail* » de la loi immigration sur laquelle le conseil constitutionnel doit se prononcer le 25 janvier.

Ce gouvernement souligne un peu plus la faiblesse de Macron, qui a déjà « usé » 3 premiers ministres et plus de 100 ministres, et au-delà de l'ensemble des forces institutionnelles. La « prise » improbable de Rachida Dati promue à la Culture, sous le coup d'une mise en examen, en est une illustration. LR impuissant a exclu l'impudente. Quelques heures plus tôt, Larcher, président du Sénat, expliquait : « *Nous serons fidèles à notre ligne politique, un contre-pouvoir exigeant mais dans le dialogue à chaque fois qu'il s'agira de l'intérêt de la France* »... L'extrême-droite attend elle son heure, repoussant l'hypothèse d'une motion de censure, « *Je ne pense pas que les Français veuillent qu'on ferme la porte a priori, qu'on censure a*

priori un gouvernement qui n'a encore rien fait », a assuré Tanguy, député RN.

A gauche, tous dénoncent un gouvernement droitisé et promettent... une motion de censure si Attal ne demande pas de vote de confiance. Mardi matin, Fabien Roussel, PCF, répondait sans rire à France Info sur son hypothétique participation au gouvernement Attal, « *Tout dépend du projet qui est mis sur la table [...] Je répondrai toujours à une demande qui va dans le sens de la défense de l'intérêt du pays, des travailleurs [...] Les communistes ont participé à la reconstruction de la France en 45, avec De Gaulle qui n'était pas de notre bord politique* ». Ian Brossat pensant bon de tempérer : « *C'est une position de principe [...] il ne faut pas griller les étapes* » !

Au-delà du ridicule, ces propos rappellent que le PCF a moult fois participé à la gestion des affaires de la bourgeoisie. Ce sont bien ces politiques de la gauche qui ont semé la démoralisation parmi les travailleur.es et les classes populaires, nourri l'extrême-droite, permettant à Le Pen père d'arriver au second tour de la Présidentielle de 2002 en balayant Jospin.

La décomposition politique s'accélère de tous les bords, ainsi que les rivalités à l'approche des Européennes que les extrêmes-droites entendent dominer. Les derniers sondages donnent le bloc RN-Reconquête-Debout la France à 39 % contre 20 à 21 % à la majorité présidentielle, 8 ou 9 % à LR. Le PS plafonne à 9 %, LFI à 6,5 %, le PCF à 3 %, sur fond d'une abstention massive.

Personne n'attend rien de ces jeux politiques, de ce concours cynique pour « *la défense de l'intérêt du pays* » tandis que les classes dominantes mènent la guerre aux travailleur.es, aux pauvres, aux immigré.es, aux jeunes, et que les extrêmes-droite prospèrent sur le pourrissement social. L'inquiétude et la révolte sont grandes dans le monde du travail, la jeunesse, chez tous ceux que révoltent la violence sociale et qui éprouvent le besoin de discuter comment nous protéger des mauvais coups à venir.

Décomposition économique, sociale, superprofits et explosion des inégalités

La décomposition politique et la dérive réactionnaire qui pavent le terrain à l'extrême-droite trouvent leur source dans l'explosion des contradictions de classe, le pourrissement du capitalisme. Les superprofits et les dividendes records exigent l'appauvrissement continu des classes populaires et des travailleur.es. « *Je rappelle que nous devons trouver au minimum 12 milliards d'euros d'économies en 2025. Appelons donc un chat un chat : en matière de finances publiques, le plus dur est devant nous [...] Nous ne reculerons pas devant la difficulté de ces décisions [...] nous serons intraitables sur les annonces ministérielles non financées* » a prévenu Le Maire en présentant ses vœux.

La dette publique a dépassé les 3 000 milliards € (111,7 % du PIB) assurant aux banques 51,7 milliards € d'intérêts en 2023, prélevés dans les caisses publiques alors que les hôpitaux eux-mêmes surendettés et l'ensemble des services publics manquent du minimum !

« *Tout a changé en sept ans parce que le monde a changé. Nous vivons un moment historique, qui définira les rapports de force mondiaux des cinquante prochaines années. Historique, la réorganisation des chaînes de valeur. La mondialisation ne sera plus jamais comme avant* » a continué Le Maire. « *Historiques* » en effet la prédation et la dégénérescence du capitalisme financiarisé mondialisé ! D'après la Banque de France, 55 492 sociétés ont été concernées en 2023 par une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, + 34,4 % en un an. Parmi elles Casino, Habitat, Lejaby, Naf Naf, Camaïeu, Kookaï, Chauss'expo, Minelli...

La consommation des ménages, tous niveaux de vie confondus, a diminué de 7,8 % en deux ans, soit bien plus chez les plus pauvres. 20 % des étudiant.es ne mangent pas à leur faim. Des centaines de milliers de personnes dont des milliers d'enfants vivent dans la rue. Deux personnes viennent d'y mourir de froid. Mais « *Les géants du CAC 40 ont inversé un record de près de 100 milliards à leurs actionnaires en 2023* » titrait le journal *Les Echos*. « Historique »...

Décomposition politique

L'exacerbation de la guerre de classe use en accéléré le personnel politique. Un député LR s'exclamait à l'annonce du gouvernement : « *Ex-RPR, ex-UMP, ex-chiracien, ex-LR, ex-sarkozystes... Rien que des «ex» ! [...] Marine Le Pen*

et Jordan Bardella se frottent les mains ! ». Il oubliait les « ex-PS » Gabriel Attal et Stéphane Séjourné qui y ont fait leurs premières armes, y prenant part à l'opération de jeunes loups affairistes « en marche » autour de Macron.

Sept ans après, la Macronie, née sur les ruines des partis discrédités par des décennies d'alternance au pouvoir et de cohabitation, est à bout de souffle. Confronté à la contestation sociale, à sa radicalisation et sa politisation avec les Gilets jaunes, les luttes pour les retraites, contre les violences policières, les mobilisations de la jeunesse, Macron « *ni de droite ni de gauche* » a intensifié les passages en force, les politiques réactionnaires et sécuritaires, jusqu'à la loi immigration adoubee et revendiquée par l'extrême-droite qui postule désormais à prendre le relai au service des classes dominantes.

Solidarité internationaliste des exploités contre la politique extrême du capital

Face au danger réactionnaire et sécuritaire, à la loi Macron-Le Pen, nous étions nombreux dans les manifestations ce 14 janvier à l'initiative de la Marche des solidarités et de collectifs de sans-papiers, rejoints par de nombreuses organisations. Nombreux à dire notre révolte face aux politiques racistes, sécuritaires au service des exploités, leur opposant notre solidarité internationaliste.

Dimanche prochain, 21 janvier, une nouvelle manifestation est appelée par « *201 personnalités pour l'égalité, la liberté et la fraternité* » dont nombre sont issues de la gauche syndicale et politique. « *Dans notre diversité d'idées, d'engagements, de professions, nous exprimons notre grande inquiétude [...] C'est un tournant dangereux dans l'histoire de notre République* » expliquent-elles. Comme si cette « République » au service des possédants pouvait offrir quelque protection aux travailleurs et aux migrants ! Comme si elle n'était pas au service de l'offensive réactionnaire en cours, dans la continuité des attaques contre les immigré.es menées par tous les gouvernements depuis des décennies. S'il y a bien un « tournant », c'est dans la brutalité de la politique du capital pour se survivre dans un contexte d'exacerbation des tensions sociales dans une société devenue insoutenable au plus grand nombre.

Les institutions, les élections ne feront pas barrage à l'extrême-droite, pas plus qu'à l'intensification de l'offensive économique et sociale. Mais à travers les mouvements, celles et ceux qui luttent, s'organisent, cherchent les moyens de résister et faire reculer la réaction, sont amenés à remettre en cause les bases mêmes de l'exploitation. C'est dans notre organisation à la base, dans la prise en main par les exploités et opprimés eux-mêmes de notre combat commun, dans les débats qui les nourrissent que se construit la compréhension de la situation et des possibilités de transformer la société.

Le capitalisme a unifié le monde en un immense marché, il a mis l'ensemble des travailleur.es en réseau et en concurrence à l'échelle internationale pour baisser le

« coût » du travail. Des centaines de millions d'ouvrières et d'ouvriers sont aujourd'hui lié-es par les « chaînes de valeur », les différentes étapes de la production de par le monde. Une classe ouvrière jeune, moderne, connectée s'est constituée, avide de vivre et d'accéder à l'ensemble des richesses qu'elle produit, à la culture, en fuyant la misère, la répression, les guerres, un mouvement général que ne pourront empêcher miradors et barbelés.

Même si toutes celles et ceux qui les mènent n'en ont pas aujourd'hui une conscience claire, cette lutte pour la vie,

la solidarité internationaliste qu'elle suscite participent de la lutte pour changer le monde. En contestant les frontières et les Etats, l'ordre capitaliste, ils et elles transforment la perception du monde de centaines de millions de personnes et tracent la perspective d'une société basée sur la coopération internationale des travailleur-es et des peuples, libérée de la dictature de la finance et des multinationales.

Isabelle Ufferte

Bombardements, manœuvres et mensonges diplomatiques, les USA et Israël préparent la prochaine étape de leur guerre au Moyen-Orient

Antony Blinken, le chef de la diplomatie américaine, vient de terminer sa quatrième tournée au Moyen-Orient depuis le début de la guerre. De la Turquie à l'Égypte en passant par les Émirats arabes unis, Israël et l'Arabie saoudite, il voulait, selon la propagande officielle, convaincre Netanyahu de prendre en compte la « tragédie » des civils, de faire le moins de victimes possible parmi eux et d'éviter l'élargissement du conflit qui pourrait « aisément se métastaser » dit-il. Des déclarations de bonnes intentions, si l'on peut dire, pour masquer, dans le vain calcul de sauver la mise à Biden alors que la campagne pour l'élection présidentielle a commencé, une politique belliciste qui s'oppose à tout cessez-le-feu.

Au même moment il dénonçait la plainte selon ses mots « dénuée de fondement » visant Israël pour violation de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, déposée le 29 décembre dernier par l'Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice (CIJ) de l'ONU. Pour le ministère des affaires étrangères israélien, « l'accusation de génocide contre Israël n'est pas seulement totalement infondée en fait et en droit, mais elle est moralement répugnante. [...] Antisémite ».

Mais les faits sont là. Après cent jours de guerre, l'armée israélienne poursuit son œuvre macabre de destruction et de mort, de nettoyage ethnique. Elle a annoncé avoir « achevé le démantèlement de la structure militaire du Hamas dans le nord de la bande de Gaza » et se concentrer désormais « dans le centre et le sud de ce territoire ». Les bombardements continuent et s'intensifient. La bande de Gaza est devenue un « lieu de mort », « inhabitable », ses habitants « font face à des menaces quotidiennes sous les yeux du monde », accuse le coordinateur des affaires humanitaires de l'ONU. Les affrontements, la malnutrition et le chaos sanitaire ont créé « un cycle de la mort qui menace plus de 1,1 million d'enfants », 85 % de la population ont été déplacés et l'aide humanitaire arrive au compte-gouttes.

Deux jours après l'élimination au Liban du numéro deux du Hamas, Saleh al-Aroui, à la veille de la tournée de Blinken, le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant,

a tenté, lui aussi, de donner le change en « dévoilant » un plan pour l'après-guerre tout aussi cynique que les propos de Blinken. « Les habitants de Gaza sont Palestiniens. Par conséquent des entités palestiniennes seront en charge de la gestion à la condition qu'il n'y ait aucune action hostile ou menace contre l'Etat d'Israël. [...] Il n'y aura pas de présence civile israélienne dans la bande de Gaza une fois que les objectifs de la guerre auront été atteints. Israël ne sera pas responsable de la vie civile dans la bande de Gaza. » Qui peut croire que l'armée israélienne laissera les Palestiniens s'administrer eux-mêmes alors que l'extrême droite et les religieux proclament leur volonté de recoloniser la bande de Gaza !

Le même Yoav Gallant, dans une interview au Wall Street Journal, annonçait que l'armée « allait entamer la troisième phase de la guerre dans la bande de Gaza », qui serait plus longue que les précédentes et menaçait le Hezbollah : « Le Hezbollah voit ce qui se passe à Gaza et il doit savoir que nous sommes prêts à répliquer ces opérations à Beyrouth ».

Netanyahu a repris la même fiction sur l'hypothétique suite de la guerre, « ce sont les Palestiniens qui vivent dans la bande de Gaza, c'est pourquoi les acteurs palestiniens en seront responsables, à condition qu'ils ne soient pas hostiles à Israël et qu'ils n'agissent pas contre lui ». Il souhaite voir émerger une hypothétique « force multinationale » menée par Washington avec l'aide d'Etats européens et arabes, qui se chargerait de coordonner l'aide humanitaire internationale, comme de financer et de lancer la reconstruction de la ville de Gaza en ruines.

Obligés de montrer devant l'opinion mondiale et en particulier américaine que leur guerre aurait une issue autre que la destruction du peuple palestinien, Netanyahu et Gallant font écho aux vœux pieux formulés par Blinken - « Israël doit être un partenaire des dirigeants palestiniens qui sont prêts à diriger leur peuple vivant en paix aux côtés d'Israël » - avant de rencontrer le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas totalement discrédité. Et de rajouter tout aussi cyniquement : « Tous les partenaires que j'ai rencontrés pendant ce voyage se

sont dits prêts à soutenir une solution durable qui mette fin au long cycle de violence et qui garantisse la sécurité d'Israël. Mais ils ont souligné que cela ne pouvait se faire que dans le cadre d'une approche régionale prévoyant la création d'un État palestinien ».

Qui peut apporter le moindre crédit à cet abject cynisme qui ose encore parler d'un État palestinien que les dirigeants sionistes ont toujours rendu impossible et dont la guerre actuelle a pour but de détruire jusqu'à l'hypothèse même au profit d'un Etat juif, sioniste, sur toute la Palestine. Blinken qui apporte un soutien sans faille à cette entreprise génocidaire le sait bien !

L'État sioniste dans le piège de sa politique génocidaire, expansionniste et guerrière

« 2024 sera une année de combats », a prévenu, sans ambiguïté, le porte-parole de l'armée israélienne Daniel Hagari, en faisant état aussi « d'un très haut niveau de préparation » des troupes à la frontière avec le Liban.

Israël semble décidé à en découdre avec le Hezbollah et peut-être même avec l'Iran en fonction de ce que décideront les USA qui veulent prendre leur temps et attendent que ces derniers, poussés à bout, leur en donnent le prétexte.

Ces tensions sont allées crescendo avec l'élimination du n°2 du Hamas, Saleh al-Arouri, dans un quartier sud de Beyrouth. « *La riposte est inéluctable [...] Nous ne pouvons pas garder le silence sur une violation de cette magnitude car cela signifierait que tout le Liban serait exposé* » a déclaré le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah.

Contrairement aux déclarations diplomatiques mensongères et cyniques, la guerre engagée par Israël même si elle pouvait trouver une accalmie, un moment de négociation, un cessez-le-feu laissant un minimum de répit aux Palestiniens ne pourrait trouver d'issue et de fin. C'est la logique même du sionisme, sa logique expansionniste et militariste qui se nourrit d'elle-même sous peine de s'effondrer. La guerre, le nationalisme raciste est une politique sans fin dont chaque étape prépare un nouvel affrontement.

Cela est d'autant plus vrai que sans la guerre, Netanyahu est politiquement fini. En Israël même, les manifestations se multiplient pour dénoncer la politique du gouvernement qui ne peut tenir sans une fuite en avant militaire s'appuyant sur l'extrême droite. Mais surtout, quant au fond, la logique du sionisme répond parfaitement aux besoins des USA et de leurs alliés. Depuis sa naissance, l'Etat d'Israël s'y est adapté, conformé.

C'est un piège terrible qui se referme ainsi sur les Israéliens eux-mêmes condamnés à être les soldats d'une guerre sans fin, fantassins de Wall Street et du Pentagone et de leurs visées impérialistes.

Si rien ne vient bousculer l'ordre international dominé par les USA et l'Otan, Israël sortira vainqueur de sa guerre génocidaire à Gaza et en Cisjordanie. Soutenu par les États-Unis, il dispose de tous les moyens militaires pour

atteindre son objectif dément. Son rêve de création d'un État exclusivement juif - où tous les Palestiniens encore présents seraient privés de leurs droits fondamentaux - pourrait alors devenir réalité, aboutissement du sionisme contre les Israéliens eux-mêmes.

La mythologie construite par la propagande impérialiste d'un État de droit et de démocratie, d'une nation juive née en réponse au génocide nazi cède la place à la réalité d'un régime théocratique d'apartheid, répressif et rempli de haine. Son sort dépendra des marchandages diplomatico-militaires de son protecteur, les États-Unis. Il sera une nation toujours plus haïe du monde arabe et ne connaîtra que la guerre comme horizon, une nation dominée par les fanatiques religieux et les extrémistes juifs cherchant à briser et embrigader, à militariser la jeunesse et la population, alliés des régimes despotiques du monde arabe et des USA de Trump.

La répugnante suprématie raciale et religieuse d'Israël répond en écho aux suprémacistes blancs les plus rétrogrades des États-Unis et d'Europe. L'apogée du sionisme pourrait alors devenir son tombeau.

Hypocrisie et manœuvres diplomatico-militaires des USA

Les discours hypocrites et cyniques du chef de la diplomatie américaine participent d'un soutien sans faille à Israël pour la simple raison que la politique et la guerre d'Israël répondent aux intérêts américains au Moyen-Orient et dans le monde. Il peut y avoir des discussions, des désaccords entre les dirigeants US et ceux d'Israël sur les modalités de la conduite de la guerre mais pas sur ses objectifs à court et plus long termes.

Israël est le peuple soldat dans la guerre pour défendre les intérêts du capital américain, plus largement, occidental, c'est à dire des vieilles puissances coloniales et impérialistes, financé et armé par les USA depuis plus de 70 ans pour défendre leurs intérêts au Moyen-Orient pour le contrôle du pétrole et des voies de navigation, le canal de Suez et la mer Rouge, place déterminante dans les rapports de force à l'échelle internationale.

Blinken est venu assurer les arrières d'Israël auprès des puissances régionales non pour empêcher l'extension de la guerre, inévitable à plus ou moins long terme de par la logique même de l'expansionnisme sioniste et des besoins US, mais, bien au contraire, pour gérer au mieux l'étape actuelle afin de préparer la prochaine en préservant autant que faire se peut les alliances avec les puissances locales.

Il s'agit d'obtenir la coopération des dictatures arabes et aussi de la Turquie, membre de l'Otan dont les rapports propres avec l'islam sunnite mais également avec l'Iran peuvent trouver leur place dans les jeux pervers des grandes puissances occidentales.

« *Nous avons convenu de travailler ensemble et de coordonner nos efforts pour aider à stabiliser et reconstruire Gaza, tracer une voie politique pour les Palestiniens et œuvrer en faveur d'une paix, d'une sécurité et d'une*

stabilité à long terme », ces formules diplomatiques mensongères de Blinken masquent le véritable contenu de l'accord tacite qu'il négocie contre les Palestiniens et les peuples arabes avec leurs dictateurs.

En prétendant vouloir « *que le conflit ne se propage pas* » Blinken dit une part de la réalité de la politique des USA, empêcher un embrasement hors contrôle pour préserver leurs propres objectifs militaires visant à établir leur domination au Moyen-Orient ciblant en particulier l'Iran et ses alliés. Il ne s'en cache pas, pour lui un rapprochement entre Israël et les pays arabes qui, dans leur majorité, ne le reconnaissent pas, serait « *le meilleur moyen d'isoler l'Iran et ses supplétifs* ».

« *Aujourd'hui, sous ma direction, les forces militaires américaines, en collaboration avec le Royaume-Uni et avec le soutien de l'Australie, du Bahreïn, du Canada et des Pays-Bas, ont mené avec succès des frappes contre un certain nombre de cibles au Yémen utilisées par les rebelles houthis pour mettre en péril la liberté de navigation sur l'une des voies navigables les plus vitales du monde* », a fait savoir Biden jeudi soir. De nouvelles frappes directement sur le territoire du Yémen ont eu lieu vendredi et samedi et constituent un véritable état de guerre. Ces frappes contre les Houthis du Yémen, proches de l'Iran et du Hezbollah, qui menacent le trafic maritime en mer Rouge en « *solidarité* » avec le peuple palestinien, font suite à la constitution par Washington et le Royaume-Uni d'une coalition maritime multinationale, dénommée « *Gardien de la prospérité* », pour assurer la sécurité de navigation dans la mer Rouge. Elles représentent un pas supplémentaire vers une éventuelle « *métastase* » de la guerre.

Le porte-parole du Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, John Kirby, a déclaré que les États-Unis « *ne reculeront pas devant la tâche de nous défendre nous-mêmes, nos intérêts, nos partenaires et la libre circulation du commerce international* ». « *Pour atteindre ces objectifs, nous avons établi et continuerons à maintenir une présence importante au Moyen-Orient. Cela comprend un groupe d'intervention du porte-avions USS Dwight D. Eisenhower, avec son escadre aérienne embarquée de quelque 80 avions, ainsi qu'un groupe de préparation amphibie avec son Unité marine expéditionnaire 26 embarquée* ». « *Ces navires et leurs Marines sont renforcés par trois escadrons supplémentaires de chasseurs et d'avions d'attaque basés à terre et par d'autres navires de guerre très performants en mer* ».

Dans le cadre de la guerre menée par Israël contre les Palestiniens, les USA se positionnent de toute évidence dans la perspective d'une guerre plus globale au Moyen-Orient.

Le sort des Palestiniens et du Moyen Orient se joue pour beaucoup au cœur des vieilles puissances impérialistes

Les grandes puissances occidentales non seulement ne font rien pour empêcher le massacre mais elles en sont

actrices à différents niveaux d'engagement et de responsabilité. La guerre d'Israël est leur guerre, celle de ce vieux monde occidental impérialiste qui se voit menacé par l'émergence des peuples de la même manière qu'elles sont responsables des guerres qui ont ruiné, détruit le Liban, l'Irak, la Syrie, le Yémen et des tensions et sanctions permanentes avec l'Iran. Depuis l'époque du colonialisme, leur politique de conquête, d'oppression, de pillage, de rivalités commerciales et militaires a plongé les peuples dans la misère et nourri les dictatures.

Il est totalement illusoire de croire, comme le demande le PCF et la gauche, que « *la tenue dans les meilleurs délais d'une conférence internationale de la paix, afin de fixer les conditions d'un arrêt durable de cette guerre effroyable qui ensanglante toute une région, au moyen d'une solution à deux États sur la base des résolutions des Nations unies* » soit de quelque façon crédible. Pas plus que d'en appeler à l'ONU qui reste un instrument du maintien de l'ordre capitaliste mondial quelles que soient ses dénonciations d'une réalité impossible à nier, les excès insupportables de la politique des grandes puissances, en réalité les crimes monstrueux auxquels elles sont prêtes pour défendre leurs intérêts économiques, perpétuer leur domination comme le démontre, une fois de plus, la guerre génocidaire d'Israël.

La paix, le sort des Palestiniens, des peuples du Moyen-Orient, la possibilité pour eux de jouir des richesses qui y sont produites ne dépendent pas du bon vouloir des puissances qui depuis des décennies les pillent et les dominent. Ils dépendent d'eux-mêmes, du renouveau des dynamiques révolutionnaires enclenchées avec ce qu'on a appelé le Printemps arabe en 2011, des deux vagues de soulèvements régionaux en 2011 et 2019.

Les situations sociales, économiques, politiques qui ont produit ces premières vagues révolutionnaires au lendemain de la grande récession de 2008-2009 loin de trouver des issues se sont détériorées à tous les niveaux. De nouveaux épisodes de luttes sociales, de révolutions, un renouveau, un printemps des luttes de classe mûrissent et portent les perspectives progressistes, démocratiques capables de répondre aux aspirations des masses exploitées, y compris la perspective de sortir de la guerre contre les droits des Palestiniens pour que ces derniers puissent enfin non seulement jouir de leurs droits nationaux mais aussi, plus largement, participer à la construction d'un Moyen Orient socialiste.

Cela dépend aussi de nous, ici, des travailleurs qui vivent, quelle que soit leur origine, au cœur même des lieux de pouvoir et de domination du capitalisme occidental dont l'avenir est largement conditionné par la capacité d'Israël de perpétuer par la terreur sa domination. Leur interdépendance est telle que l'extrême droite traditionnellement antisémite, aux portes du pouvoir, se fait le champion de la lutte contre l'antisémitisme pour défendre l'occident et donc le droit d'Israël de se défendre !

C'est bien pourquoi notre solidarité avec le peuple palestinien se manifeste sur le terrain de l'internationalisme

pour d'abord et avant tout dénoncer notre propre bourgeoisie, son État, et défendre une perspective en rupture avec tous les nationalismes pour la solidarité et la coopération des peuples, une perspective pour la conquête du pouvoir par les travailleurs et pour construire une

Europe de la paix, de la coopération des peuples pour en finir avec le capitalisme et la guerre tant au Moyen Orient qu'en Ukraine et la menace de ses « métastases », sa mondialisation.

Yvan Lemaitre